

Vincent Artuso

Double jeu

Par la publication de *Luxemburg im Zeichen des Hakenkreuzes*, Hans-Erich Volkmann mène à leur terme les travaux d'Émile Krier sur la politique économique du régime national-socialiste au Luxembourg. Bien que l'attitude des dirigeants de l'ARBED n'y soit abordée qu'indirectement, les avancées de l'historien allemand permettent d'échafauder quelques hypothèses.

En un sens, l'on peut estimer que le 10 mai 1940, ce n'est pas le Grand-Duché de Luxembourg que la Wehrmacht envahit, mais l'ARBED.

Numéro deux européen en termes de capacité de production, le groupe sidérurgique luxembourgeois était devenu dès la fin des années 1920 une véritable multinationale implantée non seulement au Luxembourg, mais aussi en Allemagne, en Belgique, en France, aux Pays-Bas, en Autriche, en Argentine et au Brésil. L'ARBED écoulait ses produits partout dans le monde par l'intermédiaire de la société Columeta, un comptoir de vente dont les réseaux internationaux attisaient les convoitises, en particulier en Allemagne.

Aussi est-il étonnant que le cas de l'ARBED durant la Seconde Guerre mondiale ait fait l'objet de si peu de publications. Paul Dostert lui a consacré quelques pages dans sa vaste analyse du Luxembourg sous l'Occupation¹. Quelques années auparavant, dans son livre sur l'épuration, Paul Cerf s'était intéressé à l'attitude d'Aloyse Meyer, alors directeur général du groupe². En 2006, Jacques Maas se pencha, quant à lui, sur les stratégies du groupe sidérurgique pendant la guerre³. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Mais c'est à Émile Krier que l'on doit les travaux les plus poussés sur le sujet.

À partir du début des années 1980, l'historien écrivit plusieurs articles sur l'économie luxembourgeoise des années d'Occupation⁴. Il y ébaucha des hypothèses qu'il comptait développer dans une monographie. Un plan avait d'ores et déjà été

Volkmann démontre que l'activité de l'industrie lourde luxembourgeoise ne fut en aucun cas freinée par la résistance passive des ouvriers, ni par l'obstruction des dirigeants restés en place.

établi, certains chapitres ébauchés ; malheureusement, Émile Krier disparut avant d'avoir pu mener à terme son œuvre. La riche documentation qu'il avait patiemment accumulée fut finalement confiée à l'historien allemand Hans-Erich Volkmann. La publication de *Luxemburg im Zeichen des Hakenkreuzes*⁵ par ce spécialiste d'histoire politique et économique du III^e Reich représente dès lors un événement important.

Les découvertes d'Émile Krier pour l'essentiel confirmées

Pour l'essentiel, Volkmann a confirmé et étoffé les découvertes de Krier au sujet de l'industrie sidérurgique et minière

en général et de l'ARBED en particulier. Krier soulignait que dès les années 1920, le Reich était redevenu le deuxième partenaire commercial du Luxembourg. 90 % du coke, combustible sans lequel les hauts fourneaux luxembourgeois ne pouvaient fonctionner, étaient importés d'Allemagne, ce qui, selon Krier, rendait le Grand-Duché vulnérable par rapport à son encombrant voisin. Volkmann abonde dans son sens en insistant toutefois sur l'interdépendance des deux pays. À partir du moment où il se mit à réarmer, le Reich hitlérien eut un besoin croissant de fer et d'acier luxembourgeois. En 1932, le Luxembourg n'exportait encore que 20,76 % de son fer en Allemagne. Dès 1933, ces exportations s'élevèrent à 30,29 %, niveau qu'elles allaient conserver jusqu'en 1936. En 1937, elles passèrent à 42,31 % et l'année suivante à 47,22 %.

Volkmann relève que les seules réserves de minerai de fer luxembourgeois auraient suffi à garantir au Reich l'autarcie en matière de production d'acier. À court terme, il était donc essentiel pour son effort de guerre que l'Allemagne s'empare

Vincent Artuso est doctorant en Histoire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et à l'Université du Luxembourg. Il s'apprete à soutenir sa thèse consacrée à la collaboration au Luxembourg durant la Seconde Guerre mondiale.

du Grand-Duché. À moyen terme, les Allemands comptaient unir l'industrie sidérurgique et minière luxembourgeoise à celles de la Lorraine et de la Sarre, avec lesquelles les liens étaient multiples et étroits ; ce qui, à long terme, lui aurait enfin assuré la suprématie sur un large espace économique continental (Großraumwirtschaft). Comme l'indiquait déjà Krier, les autorités allemandes s'efforcèrent donc de soumettre à leur contrôle, dès les premiers mois de l'Occupation, les entreprises du fer et de l'acier présentes au Luxembourg : la société HADIR (Hauts-Fourneaux et aciéries de Differdange-St. Ingbert et Rumelange), propriétaire de l'usine de Differdange, la société anonyme d'Ougrée-Marihay, propriétaire de l'usine de Rodange et, bien sûr, l'ARBED.

Volkman précise que c'est à l'occasion d'une réunion organisée le 2 juillet 1940 à la demande d'Otto Steinbrinck, Generalbeauftragter für die Eisen- und Stahlindustrie in Luxemburg, Belgien und Nordfrankreich, que les dirigeants de ces entreprises furent sommés de collaborer. Tous se soumirent, à l'exception des représentants de HADIR, société où dominaient les capitaux français. L'usine de Differdange et les mines qui en dépendaient furent dès lors confiées aux Vereinigte Stahlwerke. La société anonyme d'Ougrée-Marihay dut, malgré sa volonté de s'adapter aux exigences du Reich, confier la gestion de son aciérie luxembourgeoise à deux Allemands. Seule l'ARBED conserva sa direction d'avant-guerre, mais celle-ci devait toutefois rendre des comptes à un administrateur allemand.

Tout comme Krier, mais avec une foison de détails, Volkman décrit ensuite la cacophonie administrative, les conflits d'intérêts et les jeux d'alliance et de rupture qui caractérisèrent la mainmise allemande sur les mines et les aciéries luxembourgeoises. Hermann Göring, en sa double qualité de Beauftragter für den Vierjahresplan et de patron des Reichswerke qui portaient son nom, les ministères du Reich, les organisations sectorielles, la Reichsbank ou bien les concurrents allemands de l'ARBED avaient ainsi chacun leurs plans quant à l'avenir du groupe luxembourgeois. Jouant de ces rivalités, c'est finalement le gauleiter Simon qui tira son épingle du jeu. Celui-ci

était bien décidé à préserver l'intégrité de l'ARBED dans l'intérêt de son Gau Moselland ; ce territoire essentiellement rural aurait ainsi disposé d'un poids lourd industriel de dimensions mondiales.

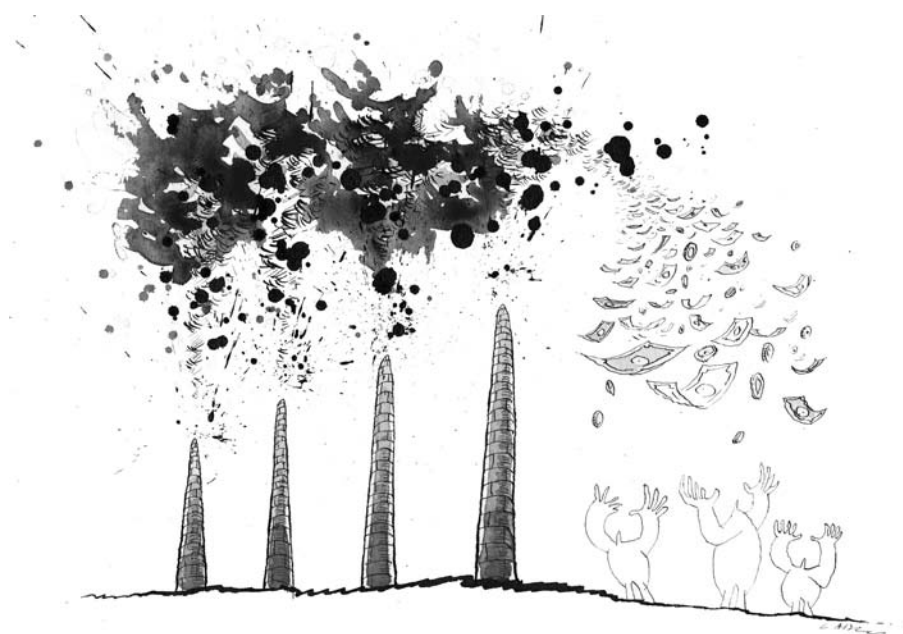
Une production qui n'a cessé de croître jusqu'à la fin de l'Occupation

Volkman ne se démarque de Krier que sur un seul point, mais celui-ci est essentiel. Il s'agit même de la principale avancée de sa monographie. Krier estimait que la production d'acier luxembourgeois avait connu durant l'occupation allemande un net recul par rapport à son niveau d'avant-guerre. Il en était venu à cette conclusion en comparant les chiffres de l'année 1937 aux chiffres de production moyens pour la période 1940-1944. Volkman, quant à lui, a observé la production année par année et n'a pas constaté de recul mais, au contraire, une progression constante.

Après les résultats catastrophiques de 1940, dus à l'invasion, la production d'acier redémarra, mais au ralenti. Les aciéries luxembourgeoises cessèrent de recevoir du coke en quantités suffisantes. Les Allemands estimaient qu'il était plus rentable d'utiliser le combustible disponible pour la transformation de minerai suédois, bien plus riche en fer que celui du Luxembourg. Ce n'est qu'au moment où ils passèrent d'une stratégie de guerre éclair à une stratégie de guerre totale, réclamant la mobilisation de toutes les ressources, que les choses chan-

gèrent. Nommé ministre de l'Armement en février 1942, Albert Speer fit en sorte que les aciéries luxembourgeoises puissent à nouveau fonctionner convenablement. La production crût donc à un rythme plus soutenu à partir du second trimestre de l'année 1942 et, en ce qui concerne les années de guerre, atteignit son pic au cours des 6 premiers mois de l'année 1944. À ce moment, l'industrie sidérurgique luxembourgeoise avait retrouvé son niveau de production d'avant-guerre. Cela confirme ce que Paul Cerf écrivait déjà en 1980.

Volkman démontre ainsi que l'activité de l'industrie lourde luxembourgeoise ne fut en aucun cas freinée par la résistance passive des ouvriers, ni par l'obstruction des dirigeants restés en place. Ce qui réduit à néant l'un des principaux arguments sur lesquels Aloyse Meyer bâtit sa défense lorsqu'il fut jugé après la guerre. Un autre élément de son plaidoyer, celui de l'absence de marge de manœuvre des dirigeants luxembourgeois (sauf, apparemment lorsqu'il s'agissait de saboter les ordres...), confrontés à des autorités allemandes toutes-puissantes, est pareillement mis à mal. Les directeurs d'usines luxembourgeoises exercèrent leurs fonctions jusqu'au lendemain de la « grève générale ». Le conseil d'administration luxembourgeois – surveillé par un administrateur allemand – resta en place jusqu'en mars 1942, date à laquelle il fut remplacé par un directoire composé de trois Allemands et de deux Luxembourgeois, dont Aloyse Meyer.



Ce dernier ne fut jamais réellement réduit à l'impuissance. Tout comme le gauleiter, Meyer voulait éviter que l'ARBED ne soit dépecée – cela faisait d'eux des alliés objectifs. Volkmann indique que c'est le gauleiter qui veilla à ce que Meyer fût nommé à la tête de la section luxembourgeoise du Wirtschaftsgruppe Eisen schaffende Industrie, le groupement représentant les maîtres de forges allemands. Simon fit également en sorte que Meyer soit nommé au conseil d'administration du Reichsgruppe Eisen, l'organisme parapublic chargé d'encadrer la production sidérurgique à partir de mai 1942, ainsi qu'à la présidence de la Gauwirtschaftskammer Moselland, un autre organisme chargé de coordonner efforts du secteur privé et exigences de l'État.

Du côté des vainqueurs, quelle que soit l'issue de la guerre

On ignore quelle fut la latitude d'action d'Aloyse Meyer au sein de ces instances et à quel point il put, à travers elles, influencer sur les décisions allemandes. Volkmann n'y apporte pas de réponse ; il rechigne d'ailleurs plus généralement à problématiser l'attitude des Luxembourgeois, que ce soit par manque d'intérêt ou parce que le fait qu'il soit allemand l'inhibe.

On sait en revanche qu'Aloyse Meyer connaissait très bien tous ces industriels allemands qu'il côtoya dans les différents organismes pour avoir eu affaire à eux dans l'entre-deux-guerres. Il était habitué à négocier avec eux et l'on peut aussi partir de l'hypothèse qu'il avait des arguments de poids à leur opposer. La défaite allemande se dessinant de plus en plus clairement à partir de 1943, n'avaient-ils pas intérêt à chercher des points d'accord avec le patron d'un groupe qui allait sortir quasiment intact de la guerre et entretenait d'excellentes relations avec les Alliés ?

Ceci est un autre aspect de l'histoire de l'ARBED que Volkmann n'a pas exploré, car il dépassait le cadre étroit de sa monographie sur la politique économique national-socialiste au Luxembourg. C'est vers l'historien luxembourgeois Jacques Maas qu'il faut alors se tourner. Celui-ci a expliqué qu'au moment de l'invasion, les dirigeants de l'ARBED se trouvaient à Paris,

où ils négociaient avec le gouvernement français. Ce n'est qu'une semaine après la défaite de la France, le 25 juin 1940, qu'Aloyse Meyer rentra au Luxembourg. Le président du conseil d'administration de l'ARBED, le belge Gaston Barbanson, s'établit quant à lui en dehors des territoires contrôlés par les Allemands. Grâce à l'activité qu'il déploya, les Allemands ne purent jamais s'emparer des mines et sites de production de l'ARBED situés en Amérique du Nord et du Sud. Ceux-ci furent, par

Barbanson et Meyer appliquèrent une stratégie [...] ayant pour but de conserver un groupe ARBED uni, disposant de moyens de production intacts après la guerre et pouvant faire valoir son engagement auprès des vainqueurs quelle qu'en soit l'issue.

la suite, mis à la disposition de l'effort de guerre allié. Il y eut donc un partage des rôles entre Barbanson et Meyer.

Jacques Maas qualifia dès lors de « collaboration-survie » l'attitude du directeur général de l'ARBED. Ce dernier n'avait songé qu'à assurer la pérennité du groupe et avait dû, pour cela, duper les Allemands. Aussi fine que soit cette analyse, elle est par trop tributaire de la grille de lecture binaire collaboration/résistance qui fut utilisée dès la fin de la guerre pour juger les intentions d'Aloyse Meyer.

L'on peut émettre l'hypothèse qu'il ne chercha pas plus à tromper les Allemands que Barbanson ne chercha à tromper les Alliés ; que tous deux appliquèrent une stratégie, peut-être arrêtée quelques jours après l'armistice franco-allemand, ayant pour but de conserver un groupe ARBED uni, disposant de moyens de production intacts après la guerre et pouvant faire valoir son engagement auprès des vainqueurs quelle qu'en soit l'issue.

D'un point de vue strictement managérial, cette stratégie s'avéra probante. Les aciéries luxembourgeoises de l'ARBED, qui travaillèrent sans discontinuer pour le III^e Reich, furent préservées des bombardements alliés ; en se retirant, les Allemands ne se livrèrent sur elles à aucune

destruction notable, espérant pouvoir revenir à la faveur d'une contre-offensive ; à condition d'être approvisionnées en coke, elles pouvaient donc reprendre une activité normale dans les plus brefs délais. Dès 1946, l'ARBED renouait officiellement avec les profits. ♦

1 DOSTERT, Paul, *Luxemburg zwischen Selbstbehauptung und nationaler Selbstaufgabe. Die deutsche Besatzungspolitik und die Volksdeutsche Bewegung*, Luxembourg, Saint-Paul, 1985.

2 CERF, Paul, *De l'épuration au Luxembourg après la seconde guerre mondiale*, Luxembourg, Saint-Paul, 1980.

3 MAAS, Jacques, « Le groupe sidérurgique ARBED face à l'hégémonie nazie – Collaboration ou résistance ? », in *Collaboration : Nazification ? Le cas du Luxembourg à la lumière des situations française, belge et néerlandaise*, Actes du Colloque international Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster, mai 2006, organisateurs : Archives nationales de Luxembourg/CEGES Bruxelles, Luxembourg, Archives nationales, 2008.

4 KRIER, Emile, « Die Luxemburger Schwerindustrie unter der deutschen Besatzung 1940-1944 », in *Studia historiae oeconomicae*, volume 14, 1979, Luczak, Czeslaw/Topolski Jerzy (éditeurs) Uniwersytet Im. Adama Mickiewicza, Poznan ; « Die deutsche Volkstumspolitik und ihre sozialen Folgen », in *Zweiter Weltkrieg und sozialer Wandel*, sous la direction de J. Długoborski, Göttingen, 1981, p. 224-241 ; « Die Luxemburger Wirtschaft im Zweiten Weltkrieg », in *Hémecht* 39, 1987, p. 393-399.

5 VOLKMANN, Hans-Erich, *Luxemburg im Zeichen des Hakenkreuzes. Eine politische Wirtschaftsgeschichte. 1933 bis 1944*, Schöningh, Paderborn/München/Wien/Zürich, 2010.

